

**Nations unies - Présentation de la
présidence française du conseil de
sécurité (octobre 2017) - Conférence
de presse du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies et président du conseil
de sécurité**

(New York, 02 octobre 2017)

(en français et en anglais)

Bonjour à tous et un grand merci à chacune et chacun d'entre vous de prendre de votre temps précieux pour ce début de la présidence française du conseil de sécurité.

Une présidence qui, vous le savez, sera particulièrement chargée, avec un programme de travail ambitieux, à la hauteur des attentes que nous plaçons dans les Nations unies en matière de maintien de la paix et de sécurité internationale.

Cette présidence française n'est pas une présidence «hors-sol». Elle s'inscrit directement dans le cadre de la vision résolument multilatéraliste exprimée il y a quelques jours par le président de la République à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies. La conviction de la France c'est en effet que le monde n'a jamais eu autant besoin d'un multilatéralisme efficace incarné par une ONU forte. Cela au nom à la fois de notre conception du monde multipolaire et de son organisation, au nom de la nécessité d'une réponse globale aux défis globaux que nous connaissons aujourd'hui, au nom donc de l'efficacité, et au nom, enfin, de notre attachement à la primauté du droit. C'est la raison pour laquelle nous soutenons à fond les réformes engagées par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Avant d'ouvrir à un dialogue et des questions, je voudrais vous dire en quelques mots quelles sont nos grandes priorités pour le mois d'octobre dans le cadre de la présidence française. Pour simplifier, je dirais que nous avons trois priorités principales :

- la première priorité, c'est la situation dans le Sahel et notamment la force du G5 Sahel;
- la deuxième priorité, c'est le maintien de la paix au sens large, à travers notamment la dimension de protection des civils et des droits de l'Homme;
- et la troisième priorité, ce sont les crises en cours, au Moyen-Orient notamment mais également en Birmanie.

1/ La situation dans le Sahel et la Force du G5 Sahel

La menace terroriste reste très présente, comme on l'a vu il y a encore quelques jours à Marseille. Je voudrais également ici exprimer une pensée particulière pour nos amis américains, après la tragédie de Las Vegas, dans le prolongement de ce qu'a indiqué le président Macron tout à l'heure. Je reviens à la menace terroriste, qui est prégnante dans le monde entier et en particulier au Sahel.

Les terroristes n'y connaissent pas de frontières. Leurs actions menacent la stabilité des pays de la région, mais a également des incidences plus larges sur la sécurité de nombreux autres pays, en Europe et dans le monde. Cette menace terroriste nous concerne donc tous, et appelle en conséquence à une mobilisation de la communauté internationale dans son ensemble, et notamment du conseil de sécurité, en soutien aux efforts des pays de la région, en l'occurrence du G5 Sahel.

Nous avons en effet, nous la communauté internationale, la responsabilité morale et politique d'apporter un soutien aux États africains qui s'unissent à l'échelle régionale pour lutter contre le terrorisme en déployant des moyens complémentaires à ceux des opérations de maintien de la paix mis en place par ce conseil. C'est dire combien le soutien des Nations unies à la Force conjointe du G5 est essentiel. Ce constat a été largement partagé lors de la réunion qui s'est tenue le 18 septembre dernier autour du secrétaire général et des chefs d'État du G5, réunion à laquelle le président Macron a participé ainsi que de nombreux autres partenaires clés, tels que l'Union africaine et l'Union européenne.

La Force conjointe du G5 Sahel est l'outil approprié pour compléter l'action de la MINUSMA car elle a pour vocation de mener des opérations anti-terroristes qui sont hors du mandat de la MINUSMA et car elle couvre, par définition, une zone d'action plus large. Le déploiement de la force conjointe du G5 Sahel sur le terrain avance bien, avec l'objectif de mener dans le courant du mois d'octobre de premières opérations. Beaucoup a donc été fait en peu de temps.

C'est donc dans ce contexte que nous allons mettre l'accent sous notre présidence sur la situation au Sahel. Alors comment compte-t-on procéder ? À travers, je dirais, une valse à quatre temps.

Premier temps, dès jeudi 5 octobre, le briefing et les consultations sur la MINUSMA seront l'occasion d'évaluer les progrès réalisés sur le terrain, mais aussi de constater les lacunes dans la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation. Et nous appellerons dans ce cadre l'ensemble des parties maliennes à se mobiliser sans délai pour obtenir des résultats. Il s'agit d'engager, de consolider une nouvelle dynamique positive, faute de laquelle les acquis obtenus jusqu'ici risquent d'être fragilisés. C'est donc le premier temps de la valse : le briefing et les consultations sur la MINUSMA au Mali, le 5 octobre.

Le deuxième temps, l'échéance suivante, sera la remise par le secrétaire général Antonio Guterres, à la mi-octobre, de son rapport sur le G5 Sahel, conformément à la résolution 2359 adoptée le 21 juin dernier. Ce rapport contiendra notamment un état des lieux du déploiement

de la force conjointe, mais aussi des recommandations sur la meilleure manière de lui apporter un soutien des Nations unies. C'est donc le deuxième temps.

Troisième temps, et dans la foulée de la remise de ce rapport, le conseil de sécurité effectuera une visite du 19 au 23 octobre dans 3 pays de la région (Mauritanie, Mali et Burkina Faso). Une mission que je conduirai avec mes collègues éthiopiens et italiens, et cela afin de mesurer directement la situation sur place et d'évaluer ce faisant les recommandations du rapport, à l'aune justement de la réalité du terrain. Cette mission du conseil de sécurité sera naturellement l'un des temps forts de notre présidence.

Enfin, quatrième et dernier temps, nous organiserons une réunion ministérielle le 30 octobre, présidée par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères français Jean-Yves Le Drian, au cours de laquelle le secrétaire général présentera son rapport aux ministres. Cette réunion sera l'occasion de poursuivre collectivement la réflexion sur les modalités de soutien de la communauté internationale à la force conjointe du G5 Sahel.

Vous le voyez, il s'agit d'une séquence nourrie, dense et cohérente pendant ce mois d'octobre sur la zone Sahel, la MINUSMA et la Force conjointe du G5, sur un dossier qui engage notre sécurité à tous et sur lequel nous sommes plus que jamais mobilisés.

2/ Le maintien de la paix

Dans la continuité de notre première priorité sur le Sahel, notre deuxième priorité sous présidence française sera celle du maintien de la paix. Durant ce mois, le conseil est amené à faire le point sur un grand nombre des opérations de maintien de la paix actuellement déployées, notamment en Afrique. Nous organiserons également plusieurs réunions en séance publique sur le sujet.

A/ Quelques mots d'abord concernant l'examen des OMP, sans revenir sur la MINUSMA dont nous avons parlé :

Nous aurons la semaine suivante, le 11 octobre, un briefing et des consultations importantes sur la MONUSCO, en RDC. Il s'agira, pour faire court, d'examiner 3 aspects majeurs : la situation sécuritaire, qui continue à se dégrader ; les préparatifs des élections, alors que l'échéance de décembre se rapproche ; et la revue stratégique.

Sur le Soudan du Sud, ensuite, le conseil de sécurité tiendra une réunion le 17 octobre qui sera l'occasion de faire le point sur l'avancée du processus politique, qui reste la priorité aujourd'hui. Comme vous le savez, l'IGAD a lancé cet été un forum de revitalisation de l'accord de paix de 2015. Le conseil paix et sécurité de l'Union africaine a donné aux acteurs sud-soudanais jusqu'à la fin de l'année pour réaliser des progrès substantiels, faute de quoi ils s'exposeraient à des sanctions. Il est donc essentiel que le conseil de sécurité appuie ces efforts et soutiennent l'action de la MINUSS.

Nous aurons également ce mois-ci une réunion sur la MINURSO au cours de laquelle le nouvel envoyé personnel du secrétaire général, Horst Köhler, rendra compte de ses premiers contacts dans la région.

Sur la Libye, qui est naturellement une priorité en soi, nous envisageons un vote dès ce jeudi, le 5 octobre, pour renouveler la résolution 2240 sur le trafic des migrants, en soutien à l'opération européenne EUNAVFOR.

Par ailleurs, nous soutenons pleinement l'idée d'une expression du conseil de sécurité, sous forme d'une PRST, probablement dès la semaine prochaine, pour endosser le plan d'action qu'a présenté le représentant spécial Ghassan Salamé lors de la réunion sur la Libye ouverte par le secrétaire général le 20 septembre dernier ici-même à New York. Ghassan Salamé vient de lancer la première étape de son plan d'action en réunissant à Tunis des représentants des différentes parties pour une première session de négociations. Il est donc essentiel que le conseil de sécurité continue de lui apporter son plein soutien.

B/ Toujours dans le cadre de cette deuxième priorité de la présidence française sur le maintien de la paix, nous organiserons sous notre présidence trois réunions thématiques :

La première, organisée avec le Royaume-Uni, portera sur la génération de force et aura lieu sous forme d'un briefing ce jeudi après-midi. Cette réunion s'inscrit dans la continuité des sommets qui se sont tenus au cours des deux dernières années sur le renforcement des capacités des opérations de maintien de la paix. Cette réunion mettra notamment l'accent sur la nécessité pour les opérations de maintien de la paix (OMP) de disposer d'unités rapidement déployables, capables de remplir les mandats qui leur sont confiés. On sait en effet que trop souvent les OMP manquent de capacités critiques. Il faut donc y remédier par la formation mais aussi par le renforcement des capacités et notamment de ces unités rapidement déployables. C'est l'objet de la réunion.

Nous organiserons également deux débats ouverts à tous les États membres qui se rattachent en partie au maintien de la paix et qui portent sur l'une des marques de fabrique de la France au conseil de sécurité - la prise en compte des droits de l'Homme et la protection des civils :

- Nous tiendrons ainsi le 27 octobre un débat ouvert sur «femmes, paix et sécurité», afin de faire le bilan de plus de quinze ans d'efforts pour prendre pleinement en compte le rôle des femmes dans le maintien de la paix et la résolution des conflits. Depuis l'adoption de la résolution 1325 en 2000, il ne s'agit plus seulement de protéger les femmes en tant que victimes des conflits, même si cette dimension reste importante, il s'agit aussi d'agir pour que les femmes deviennent des acteurs centraux et incontournables du règlement des crises internationales. Il s'agit donc d'une nouvelle étape dans la promotion du rôle des femmes dans le maintien de la paix et la résolution des conflits. Et la France veut continuer à jouer, avec d'autres bien sûr, un rôle moteur dans ce domaine.

- Nous tiendrons également un débat ouvert sur les enfants dans les conflits armés, le 31 octobre, qui sera présidé par notre ministre Jean-Yves Le Drian. Ce sujet sur les enfants dans les conflits armés est un thème sur lequel la France a été à l'initiative depuis l'origine et entend

le rester. C'est un sujet qui fait vraiment partie de notre ADN. Vous vous rappelez de la conférence «Protégeons les enfants de la guerre» qui a été organisée à Paris, en février dernier, avec l'UNICEF. Dans le prolongement de cette conférence, nous inviterons ceux qui ne l'ont pas encore fait à signer les Principes et Engagements de Paris de 2007 qui visent notamment à empêcher le recrutement d'enfants-soldats. Nous envisageons à cette occasion l'adoption d'une déclaration présidentielle pour mettre en avant les améliorations encore nécessaires dans le domaine de la prévention du recrutement et de l'utilisation des enfants par les groupes terroristes notamment. C'est donc là-dessus que nous voulons mettre l'accent et progresser pour que cette réunion soit véritablement utile.

Vous le voyez, l'Afrique ainsi que le maintien de la paix et les droits de l'Homme occuperont une place très importante des travaux de notre présidence. Mais le conseil se penchera également sur les autres foyers de crises. Ce sera le troisième axe de notre programme de travail, concernant la situation au Proche et Moyen-Orient, mais aussi en Birmanie.

3/ Proche et Moyen-Orient et Birmanie

Dans ce cadre, la Syrie occupera bien sûr une place importante, avec 3 réunions à l'agenda du conseil :

- La première, dès ce mercredi, sur la dimension chimique, permettra de faire le point sur l'état de la mise en oeuvre de la résolution 2118 avec la secrétaire générale adjointe pour les affaires de désarmement, Mme Izumi Nakamitsu. Le président Macron a marqué clairement l'importance que nous attachons à ce volet de la crise syrienne, le volet chimique, dans le cadre plus large de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, qui est naturellement au coeur de nos priorités.

- Une seconde réunion dédiée cette fois aux aspects politiques de la crise syrienne aura lieu le 26 octobre et nous permettra de faire le point avec Staffan de Mistura sur le processus de Genève. La mise en oeuvre des zones de désescalade, l'obtention d'un cessez-le feu complet et les travaux de l'opposition pour parler d'une seule voix seront des sujets clés de cette séquence importante. Comme vous le savez, la France a également formulé des propositions pour encourager une reprise du processus politique, dans le cadre défini à Genève et par la résolution 2254, à travers notamment notre proposition de la création d'un groupe de contact.

- Nous discuterons enfin, le 30 octobre, des enjeux humanitaires de la crise en Syrie, de manière distincte de la dimension politique. La question de l'accès humanitaire appelle en effet des réponses immédiates, quelles que soient les difficultés des discussions sur la transition en Syrie. Et c'est donc une priorité en tant que telle.

Sous notre présidence, nous aurons enfin :

- un briefing et des consultations sur le Yémen, en présence de l'envoyé spécial Ismail Ould Cheikh Ahmed (le 10 octobre) ;

- nous ferons un point sur la mise en oeuvre de la résolution 1559 sur la situation au Liban (le 24 octobre) ;

- nous aurons le débat ouvert trimestriel sur le processus de paix au Moyen-Orient (le 18 octobre).

Et puis dernier point, qui constituera une priorité à part entière de notre présidence, la situation en Birmanie.

Comme je l'ai déjà annoncé lors du briefing de jeudi dernier en présence du secrétaire général, nous organiserons, dans la première quinzaine du mois d'octobre, une réunion informelle du conseil de sécurité. L'objet est d'évoquer la situation sur le terrain afin d'en avoir une appréciation commune, qui est la base de tout, mais c'est aussi d'aborder plus en détails les recommandations de la Commission présidée par Kofi Annan et les moyens d'agir dont nous disposons dans ce cadre.

Toujours sur la Birmanie, nous poursuivons par ailleurs avec nos partenaires du conseil le travail engagé en vue d'une expression forte et unie du conseil de sécurité, que la France estime à la fois indispensable et urgente.

Donc voilà en quelques mots, et en simplifiant naturellement, les quelques remarques que je souhaitais faire en introduction pour présenter la présidence française, qui sera une présidence très chargée, avant de répondre bien sûr à vos questions et d'écouter vos commentaires.

Q - Mr Ambassador on behalf of the UN correspondents association, thank you very much for the briefing and thank you for taking the time to answer our questions. I am going to ask my question in French, because I read somewhere that it's the language of diplomacy. Ma question porte sur l'accord nucléaire iranien qui n'est pas à votre programme mais on a tous en tête la date du 15 octobre, date à laquelle le président Trump doit se prononcer sur cet accord. En cas de rejet, ou selon ce qui va se passer, est-ce que le conseil pourrait être appelé à se prononcer ?

Q - Thank you Mr. Ambassador. Going back to Myanmar, at the meeting last week it was clear that the Chinese and the Russians were not in support of any strong action by the Council, they were supporting the government. So I wonder what you think that the Council can actually do in terms of any kind of a product, of any kind of press statement, presidential statement, or anything stronger ?

Q - Just a couple of questions, When is the Arria formula with Kofi Annan ? Secondly, the Syria chemical discussion : will that include a report from the JIM ?

R - Sur l'Iran, et la question de Carole, le fait est qu'il y a une enceinte de gestion de la mise en oeuvre du JCPOA à Vienne qui est la commission conjointe qui se réunit régulièrement pour faire le point sur la mise en oeuvre de l'accord. Il n'est donc pas prévu que le conseil de sécurité ait à se prononcer en octobre sur ce point. C'est la réponse je dirais technique à votre question. La réponse politique, c'est que nous sommes évidemment très mobilisés sur ce dossier. Vous savez que le président Macron en a parlé au président Trump lors de son entretien en marge de l'Assemblée générale, le 18 septembre dernier. Et vous savez combien la France est attachée à l'accord nucléaire et à sa mise en oeuvre stricte, étant entendu que pour nous, il est important de traiter également, en parallèle, les autres questions qui se posent avec l'Iran, à commencer par la dimension régionale des activités de l'Iran ; par ce que l'on appelle le post-2025, que va-t-il se passer après le terme de l'accord nucléaire ; et à travers, troisièmement, le dossier balistique, qui est également pour nous une source de préoccupations.

Sur la question concernant la situation en Birmanie, c'est vrai que l'on a aujourd'hui des discussions au conseil de sécurité qui ne sont pas faciles, mais elles se déroulent néanmoins dans un bon esprit. La position de la France c'est que nous ne pouvons pas rester silencieux et que nous ne pouvons pas baisser les bras face à ce que nous avons clairement appelé des opérations de nettoyage ethnique, qui appellent donc, une réponse déterminée du conseil de sécurité. C'est dans ce cadre que la France compte organiser dans les deux premières semaines de sa présidence, avec le Royaume-Uni, une réunion informelle du conseil de sécurité. Encore une fois cette réunion est importante parce que de notre point de vue elle a deux objectifs : d'abord, se mettre d'accord avec tous sur une appréciation commune de la situation sur le terrain, et sur cette base, examiner comment mettre en oeuvre plus en détail les recommandations de la commission présidée par Kofi Annan, ainsi que les moyens à notre disposition pour ce faire. Voilà quel est l'objectif de la réunion informelle du conseil de sécurité que la France a à l'esprit.

Sur la question des armes chimiques, il s'agira d'un mois particulièrement marquant sur le volet chimique du dossier syrien au conseil de sécurité. En effet, nous n'avons pas eu l'occasion d'avoir un échange sur la mise en oeuvre de la résolution 2118 depuis près d'un mois et demi, puisque si je ne me trompe pas les dernières consultations du conseil sur le sujet remontent au 16 août. Il était donc à la fois opportun et nécessaire de se pencher à nouveau, au plus tôt, sur le sujet. C'est pourquoi nous évoquerons la question en consultations dès le 4 octobre, avec l'appui de Izumi Nakamitsu, qui sera notre briefer. Pour répondre à votre question de manière très précise, la discussion à ce moment-là, le 4 octobre, sera essentiellement consacrée aux activités de l'OIAC sur le dossier syrien, sur la base du rapport du directeur général de l'OIAC, même si la réunion peut aussi permettre un bref point de situation sur les activités du JIM. Les membres du conseil reviendront de manière séparée et plus approfondie sur le sujet à l'occasion du rapport final du JIM dont la transmission est envisagée à ce stade en deuxième partie de ce mois. Mais les délais paraissent un peu serrés pour permettre à la Présidence française d'inclure la réunion du conseil sur le rapport dans notre programme de travail, en particulier compte tenu des aspects de procédure et du risque de duplication par rapport à la réunion que nous aurons début octobre. C'est donc la présidence suivante, autrement dit la présidence italienne, avec laquelle nous sommes étroitement en contact, qui aura la responsabilité de prévoir une telle réunion.

Q - Thank you Mr. President, to what extent you find more or wider common ground with the United States regarding the peacekeeping operations in Africa, G5 and others ? There were some differences. Also, I wonder whether you found some common ground, with the others, to

renew the work of JIM in Syria ?

Q - Sur le G5 Sahel, lors de la réunion de haut-niveau en marge de l'Assemblée générale, il semble que plusieurs idées aient été évoquées, notamment une nouvelle résolution sur proposition de M. Guterres, ou une réorientation des fonds de la MINUSMA vers le G5 Sahel. Est-ce que ce sont des points qui vont être évoqués ? Qu'est-ce que vous attendez concrètement sur le G5 Sahel, ce mois-ci ?

Q - Mr. President, there was a meeting in Paris in January, which gathered about 70 states, to support the two-states solution. Do you really believe there is a chance for the two-states solution, taking into account the major changes on the ground, especially with more settlements activities and more confiscation of land, destruction of palestinian structures ? Also, has it been discussed at the Security Council, there is a change for a two-states solution, taking into account the major changes on the ground, especially with more settlements activities and more confiscation of land, destruction of Palestinian structures ?

R - Sur notre partenariat avec les États-Unis concernant les opérations de maintien de la paix en Afrique, mon expérience personnelle - et vous savez toute l'estime personnelle et professionnelle que j'ai pour ma collègue et amie Nikki Haley, que je connais de longue date - c'est que plus nous sommes pragmatiques, plus nous parlons concrètement avec nos amis américains, plus nous avons de chances de parvenir à un accord. Sur l'ensemble des dossiers dont nous avons traité ensemble, je pense à la MONUSCO en RDC et à beaucoup d'autres, à chaque fois que nous avons mis les cartes sur la table afin d'examiner concrètement, mission par mission, opération par opération, ce que devait faire la force avec les moyens qui lui étaient impartis, nous avons pu trouver un compromis. Mon espoir, c'est que cette bonne entente, ce travail commun dans un bon esprit puisse continuer à l'avenir sur les missions dont nous avons parlé.

Sur le JIM, nous avons un calendrier qui est serré, que je vous ai rappelé à l'instant, pendant la présidence française. Le mandat du JIM doit expirer le 17 novembre, sous présidence italienne du conseil de sécurité, mais nous serons en tant que présidence française, le cas échéant, à la disposition des États membres du conseil pour faciliter une éventuelle réflexion en amont, c'est-à-dire en octobre, en vue d'anticiper cette échéance. Mon message c'est que dans le contexte que vous connaissez, qui n'est pas un contexte facile, nous considérons que les enjeux sont immenses et justifient donc une concertation très étroite avec l'ensemble des pays concernés, et notamment les deux que vous avez cités, pour trouver une solution.

Pour ce faire, mon message à nos amis russes, chinois et aux autres, c'est de souligner que ce qui est en cause dans le JIM, c'est naturellement la situation en Syrie mais c'est au-delà la problématique de la non- prolifération. Or, le régime de non-prolifération est la colonne vertébrale de la paix et de la sécurité internationales, et est donc au coeur des responsabilités du conseil de sécurité. Mon message, c'est donc que par-delà les différences que nous pouvons avoir à la table du conseil sur le dossier syrien, nous avons la responsabilité politique de nous mettre d'accord sur ce qui concerne le régime de non-prolifération et, s'agissant du régime chimique, sur ce qui est même la pointe avancée des régimes de non-prolifération. On sait tous en effet que le régime chimique est le régime le plus abouti, le plus élaboré de tous les régimes internationaux de non-prolifération, c'est dire combien il est important de le préserver si nous voulons consolider le régime de non-prolifération dans son ensemble.

Sur le G5 Sahel, nous trancherons pour savoir si nous allons proposer un texte, et quel texte, à la fin de la séquence que je viens de rappeler, à la lumière notamment des recommandations du rapport que produira le secrétaire général et des échanges à venir entre les membres du conseil de sécurité. Comme vous le savez, notre détermination est particulièrement forte sur ce dossier, nous continuons de penser que le conseil a la responsabilité morale et politique d'apporter un soutien aux États africains qui s'unissent à l'échelle régionale pour lutter contre le terrorisme et que le soutien des Nations unies à la force conjointe du G5 est donc essentiel. Je tenais ce matin à la Mission française le petit déjeuner d'ouverture de la Présidence française et j'ai trouvé que sur ce sujet du G5 qu'il y avait un consensus croissant autour de la table du conseil incluant l'ensemble des acteurs clés du dossier. Je pense que c'est un point important.

Notre priorité est pragmatique. Elle est d'avancer concrètement vers un soutien renforcé des Nations unies à la force conjointe, y compris via un soutien opérationnel et logistique de la MINUSMA à la force conjointe du G5 Sahel. Et c'est à l'aune des progrès que nous pourrons faire dans ce cadre, à l'aune du rapport du secrétaire général, à l'aune des discussions au sein du conseil durant le mois qui vient, que nous examinerons quelle est la meilleure formule en terme de texte afin d'avancer dans le sens souhaité. Mais la priorité est au progrès concret, pragmatique, sur le terrain.

S'agissant du dossier israélo-palestinien, il est et restera une priorité de la France. Lors de notre présidence du conseil, nous aurons ce débat sur le Moyen-Orient qui permettra aux uns et aux autres de s'exprimer sur le sujet. J'exprimerai au nom de la France la position très claire qui est la nôtre, fondée sur la solution à deux États. C'est un dossier sur lequel nous ne pouvons pas baisser les bras et sur lequel les efforts se poursuivent. Je pense aux efforts américains bien sûr mais je pense aussi aux efforts égyptiens, et à ceux d'autres pays, sur le volet de Gaza, que vous avez évoqué, qui en effet est un élément essentiel pour nous. Nous considérons que la réconciliation palestinienne est l'une des clés d'un règlement de la question israélo-palestinienne. Donc, en réponse à votre question, oui c'est une priorité, cela restera une priorité pour la France et nous ne baisserons jamais les bras sur cette question.

Q - Just to follow-up on Carole's question on Iran, a few things. One is : on violation of 2231, you, or at least Ambassador Haley, wrote this letter on August 2n, on behalf of France, Germany, UK and the US, that Iran had violated or acted outside of the bans of 2231 by launching a space vehicle, and that it called for a meeting of the Security Council on the violation of 2231. September obviously passe but now that you are President of the Security Council, would that be something that you will bring up ? And in mid-October, we don't know what the US will do but if it decertifies, would you considerer the Iranian request to have a Security Council meeting on the US violations of 2231 ? Thank you.

Q - What's regarding the sanctions on North Korea ? Yesterday there was a report of the Washington Post about a violation by Egypt, on a ship filled with arms worth 23 million USD. Egypt is a member in the Council, voted on sanctions of North Korea. Is the Council now heading to be similar to the Human Rights Council, where the worst violators of Human rights have a seat on that Council, and just country can vote ? Ironically, there is a common dominant in this time, what are the standards ? Why the incident did not come in the sanctions committee and it was just swept under the rug? Thank you.

Q - [Farnaz Fassihi] Thank you. Ambassador, I wanted to follow-up on North Korea, it is not on the agenda and I wanted to ask in line of President Trump's tweet, that Secretary of State is wasting his time in diplomacy. Does the Council plan to take a more proactive approach to coming up with a framework with diplomatic language in North Korea ?

R - Par rapport à la question sur les violations de la 2231 et sur l'Iran, il y a encore une fois l'aspect technique et la dimension politique. Sur l'aspect technique des choses, vous savez qu'il y a un facilitateur de la mise en oeuvre de la résolution 2231, c'est mon collègue italien, qui pourrait décider de réunir les experts du conseil. Cette décision lui appartient, elle ne relève pas de la présidence du conseil. C'est la réponse technique à votre question. La réponse politique, c'est qu'encore une fois nous sommes inquiets des agissements iraniens en contradiction avec la résolution 2231, nous l'avons dit, et que dans ce cadre la ligne de la France est de maintenir l'intégrité de l'accord nucléaire, d'en assurer la mise en oeuvre stricte et rigoureuse, et en même temps de travailler sur les trois autres fronts que je mentionnais plus tôt : le régional, le balistique et le post-2025. C'est de notre point de vue la meilleure solution pour arriver à bon port.

Par rapport à la Corée du Nord, la démarche de la France est fondée sur trois exigences - et j'espère répondre ce faisant à Farnaz et à Ahmed. La première exigence est celle de la lucidité face à une menace qui au court de la période récente a changé de dimension, sinon de nature, puisqu'on est passé comme je l'ai dit d'une menace régionale à une menace mondiale, et d'une menace virtuelle à une menace existentielle. La deuxième exigence est celle de la fermeté face à des agissements inacceptables du régime nord-coréen. C'est la ligne du conseil de sécurité, qui résolution après résolution a établi un régime de sanctions sans précédent par sa dureté vis-à-vis de la Corée du Nord, de mieux en mieux mis en oeuvre de surcroît, exerçant ce faisant cette pression maximale sur le régime coréen dont nous avons besoin. Dont nous avons besoin, pourquoi ? C'est la troisième exigence, c'est celle d'une solution politique en Corée du Nord. Et le lien entre la deuxième et la troisième exigence est, de notre point de vue, parfaitement clair : seule une position de très grande fermeté, telle que permise par les résolutions successives du conseil de sécurité, peut nous donner à nous, la communauté internationale, le levier nécessaire pour nous engager, le moment venu, dans une négociation politique fondée sur l'exigence d'une dénucléarisation complète et vérifiable de la péninsule coréenne. Voilà quelle est l'articulation logique et chronologique : c'est la nouveauté de la menace qui appelle à une fermeté sans précédent, laquelle peut ouvrir la voie, dans un troisième temps, à un règlement politique.

Q - Monsieur l'Ambassadeur, la question du financement du G5 Sahel est la bête noire quant à l'opérationnalisation de la force. Comment est-ce que vous entendez résoudre cette question et quelle approche de solutions est-ce que vous allez adopter durant votre présidence ? Est-ce que les signaux sont favorables du côté américain et britannique, qui jusque-là étaient hésitants, quant à l'efficacité du G5 Sahel ? La question qui oppose aujourd'hui les Camerounais, de la zone anglophone et francophone pourrait s'inviter au débat pour ce mois d'octobre. Est-ce que vous avez prévu une carte de prévention à jouer dès qu'il y aura un clash entre ces deux camps ?

Q - Thank you very much. We understand now on Syria that the JIM report will come on the second half of the month of October. If that report comes confirming the report by the Independent inquiry of the Human Rights Council, on the Khan Sheikhoun chemical attack on

the doors of the government of Syria ; are we to expect any effective action by the Security Council or are we to expect more objections from the Russian delegation ?

Q - [Majeeb Gly] Thank you very much. Ambassador, I wish you all the best with the Presidency ; I want to ask about Iraq. The first question, with regard to the Kurdish referendum and the tension in Iraq, by now is very high, as President of the Council, what do you think the Council can do with regard to this ? And on your national capacity, what do you think the Security Council should do ? And the other part of my question I want to ask, there are now efforts and threats of unilateral sanctions by Turkey, Iran and Iraq about the Kurdistan region, do you think that is a positive step ?

R - Sur la discussion au conseil de sécurité par rapport au G5 Sahel, oui des progrès sont faits, et il y a aujourd'hui une bonne compréhension de ce qu'est la force du G5 Sahel, du complément indispensable qu'elle doit apporter par rapport à l'existant, je pense à Barkhane et à la MINUSMA. Il y a une bonne compréhension des enjeux et, sur cette base, un soutien politique clair, que reflétait déjà l'adoption à l'unanimité de la résolution 2359. Il s'agit maintenant de traduire cet accord au niveau des financements - qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux - et plus largement au niveau concret. Je pense notamment au soutien opérationnel et logistique que la MINUSMA peut apporter à la force conjointe du G5 Sahel. Je crois que c'est ça la réponse à votre question : c'est la création progressivement des conditions politiques d'un soutien sans ambiguïté à la force, on y est, à partir d'un constat qui est partagé et d'une volonté politique qui est partagée. Et sur cette base, la nécessité, dans un contexte qui est redevenu favorable, de progresser sur les modalités de ce soutien, qu'il soit bilatéral ou multilatéral. Encore une fois, en partant du concret, du pragmatique, et donc de notre point de vue, du soutien logistique et opérationnel que la MINUSMA peut apporter au G5. En agissant de la sorte, et c'est tout le sens de la séquence que nous avons essayé de mettre en place, cette valse à quatre temps, je pense que les conditions sont favorables.

Sur le Cameroun, le porte-parole du Quai d'Orsay s'est exprimé aujourd'hui en réponse à une question. Il a indiqué que la France suivait avec attention la situation au Cameroun et était préoccupé par les incidents survenus durant le week-end, qui ont fait plusieurs victimes. Le porte-parole a également appelé l'ensemble des acteurs à la retenue et au rejet de la violence.

Sur la Syrie, si les conclusions du JIM montrent qu'il y a une attribution claire et nette des responsabilités, alors ceux qui seraient jugés responsables de tels actes inqualifiables devraient bien sûr selon nous être l'objet de sanctions. Est-ce que cela serait facile ? Est-ce qu'on aurait facilement l'unanimité en ce sens ? La question est ouverte naturellement. Mais de notre point de vue, il n'y a aucun doute. Si face à quelque usage que ce soit - on n'est même pas dans la menace, on est dans l'usage d'armes de destruction massive - des responsabilités sont prouvées, en l'occurrence par un mécanisme indépendant, professionnel, incontestable, établi à l'unanimité des États membres du conseil de sécurité, alors des sanctions contre ceux qui auraient commis de tels actes seraient de notre point de vue entièrement justifiées. Est-ce qu'elles seraient possibles ? C'est une question qui ne dépend pas uniquement de nous.

Par rapport à l'Irak, et sur la question du Kurdistan, vous connaissez notre position nationale, je ne vais pas la rappeler ici, elle a été exprimée à de nombreuses reprises par le président Macron et le ministre Jean-Yves Le Drian. Sur son extension possible au conseil de sécurité, la question reste ouverte. Un AOB, « any other business », sur les suites du référendum dans la

région du Kurdistan irakien est toujours possible, dans le contexte des inquiétudes qui ont été exprimées sur le risque de déstabilisation de l'Irak et de la région. Donc la réponse à votre question est que oui, c'est un peu tôt pour le dire, mais il pourrait y avoir un prolongement au conseil de sécurité sous la forme d'un AOB, c'est techniquement possible.

Merci à tous pour votre présence et votre patience./.